

# Conflits et ressources naturelles en Afrique : le cercle vicieux





## INTRODUCTION : MONTÉE DES CONFLITS PARTOUT DANS LE MONDE

L'Ibrahim Governance Weekend (IGW) 2025 s'est tenu à Marrakech au Maroc, avec comme thème principal la mobilisation des ressources domestiques du continent, alors que l'aide au développement traditionnelle est en voie de disparition. De débats francs et intenses est ressorti un point majeur : il n'y aura pas d'exploitation efficace et durable des ressources du continent tant que l'insécurité y règnera.

L'insécurité constitue en effet un frein majeur à la mobilisation des capitaux, car elle renforce la perception d'une destination à hauts risques pour les investisseurs. La dégradation de l'environnement sécuritaire en Afrique est un écueil majeur qui tient à l'écart les investisseurs et menace les progrès, lents mais continus, réalisés par le continent en matière de gouvernance depuis 2000.

La montée de l'insécurité n'est certes pas l'apanage de l'Afrique. Partout dans le monde, on assiste à la résurgence des conflits, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine ou du conflit israélo-palestinien. Mais ce qui fait la spécificité du continent, c'est le lien critique entre conflits et compétition pour les ressources naturelles, et le fait que l'insécurité croissante compromet la poursuite du développement économique et social.

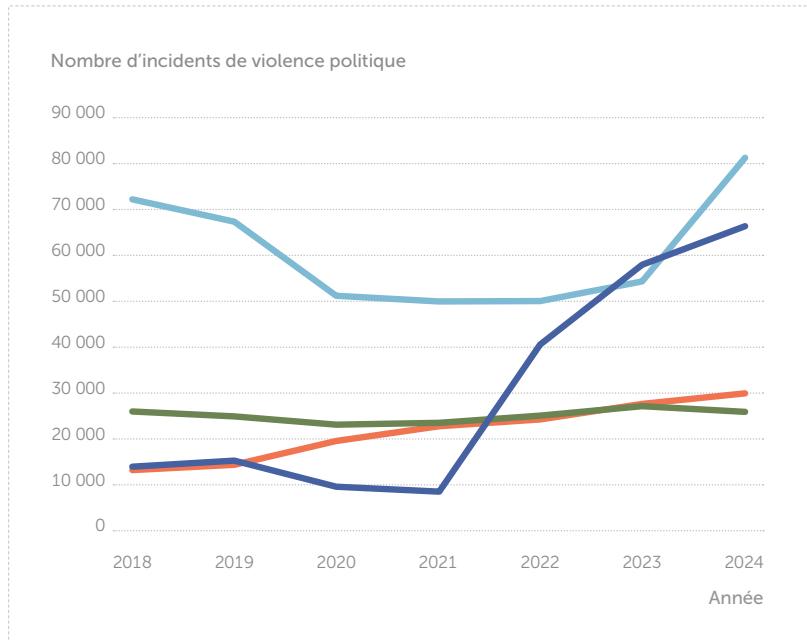
Seuls 6 % des ODD sont en passe d'être atteints pour le continent africain à l'échéance de 2030, soit dans moins de cinq ans. Aujourd'hui, 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'énergie, indispensable pourtant pour soutenir les progrès en matière d'éducation et de santé, élargir les perspectives d'emploi et permettre un développement durable et équitable<sup>1</sup>. Le déficit sécuritaire menace des décennies de développement, et fragilise la capacité du continent à mobiliser ses ressources propres. Le dernier Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG 2024) a clairement mis en exergue l'insécurité comme menace majeure pour l'ensemble des progrès réalisés en matière de gouvernance : ralenti ces dernières années, ces progrès sont désormais totalement à l'arrêt.

Cette note vise à mettre en évidence le rôle de la compétition accrue pour les ressources dans les conflits africains ainsi que l'impact de ces derniers sur la capacité du continent à mobiliser ses ressources propres.

Pour l'Afrique, sécurité et ressources sont prises dans un engrenage mortifère. La quasi-totalité des conflits y sont en effet suscités, puis alimentés par la lutte pour l'appropriation des ressources naturelles domestiques, réduisant ainsi davantage la capacité du continent à mobiliser ces ressources pour financer son propre développement.

## Partout à travers le monde, la prévalence d'incidents violents augmente

Nombre d'incidents de violence politique dans les grandes régions du monde (2018-2024)



Le Département des affaires économiques et sociales (DESA) des Nations Unies classe Israël et la Palestine en Asie occidentale, ce qui explique la forte croissance que traduit la courbe de l'Asie à partir de 2023<sup>2</sup>.

### Région

- Asie
- Europe
- Afrique
- Amérique latine et Caraïbes

Source : MIF, d'après les données ACLED (2018-2024)

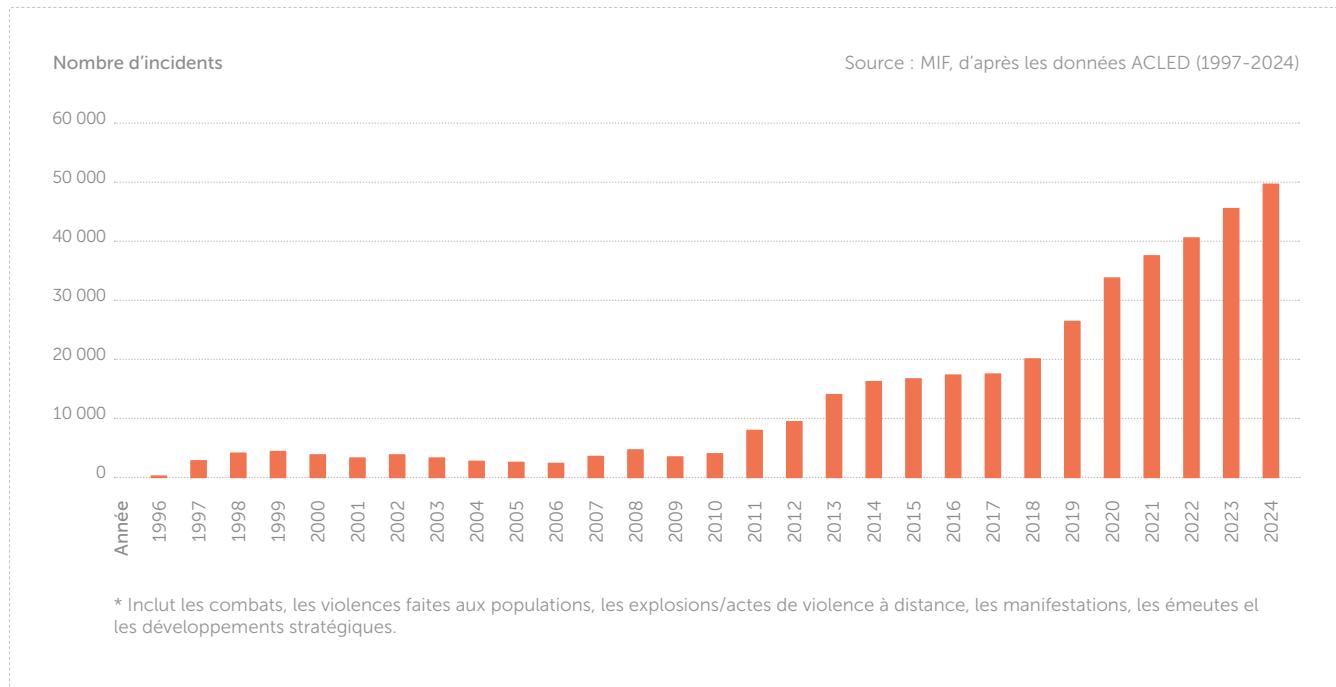
On observe partout dans le monde une augmentation des tensions et de l'insécurité, avec des dynamiques qui évoluent. Ainsi, alors que les continents étaient plutôt confrontés à des foyers d'insécurité isolés et successifs au cours des dernières décennies, plusieurs d'entre eux enregistrent désormais des conflits simultanés dans plusieurs pays à la fois. La remise en cause des démocraties libérales et du système multilatéral traditionnel, la nouvelle face de l'hégémonie américaine, la concurrence désordonnée et l'émergence de nouvelles puissances moyennes ouvrent la voie au chaos et aux conflits, et la plupart des régions du monde ont vu le nombre d'événements violents augmenter entre 2018 et 2024.

- C'est l'Europe qui enregistre la plus forte progression au cours de cette période, principalement en raison de la guerre en Ukraine démarée début 2022.
- En Asie, si les incidents ont nettement baissé en début de période, la hausse est conséquente à partir de 2023, avec la flambée du conflit israélo-palestinien.
- Dans la région Amérique latine/Caraïbes, les incidents sont restés globalement stables à ce jour.
- L'Afrique a pour sa part enregistré une forte montée du niveau d'insécurité : le nombre total d'incidents de violence politique sur le continent a plus que doublé, passant de 13 233 en 2018 à 29 760 en 2024.
- Il reste que cette évolution n'est pas plus alarmante que dans d'autres régions du monde. Elle est certes préoccupante, mais bien moins marquée qu'en Europe ou qu'en Asie depuis 2023.

## L'impasse africaine

Les incidents de sécurité se multiplient sur le continent. La multiplicité, la diversité et l'ancienneté des facteurs ne permettent pas d'isoler un facteur en particulier de cette évolution. Mais la compétition accrue pour les ressources s'avère manifestement un motif spécifique et déterminant. Dans le même temps, ces conflits constituent un obstacle majeur à la mobilisation efficace des ressources du continent au service de son propre développement.

### Afrique : incidents de sécurité de toute nature\* (1997-2024)



Selon ACLED, la fréquence des incidents de sécurité en Afrique a augmenté de manière significative entre 1997 et 2024, les incidents enregistrés pouvant être violents ou non. Une première hausse est intervenue entre 2012 et 2018, puis une seconde, particulièrement forte, entre 2019 et 2024.

Même si la couverture des données ACLED s'est vraisemblablement améliorée, il n'en demeure pas moins qu'il y a eu davantage d'incidents au cours des cinq dernières années qu'au cours des 14 premières de la période représentée sur le graphique.

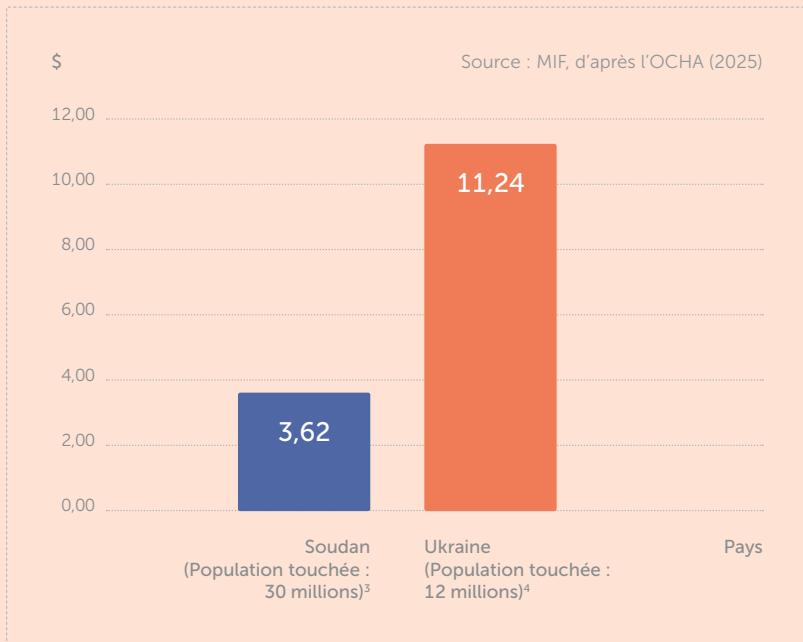
**Le nombre total d'incidents de sécurité en Afrique a augmenté de 87 % entre 2019 et 2024**

## 6 COUP DE PROJECTEUR



### Données comparées : Soudan, Ukraine et Gaza

Soudan et Ukraine : estimations de l'aide humanitaire reçue\* par habitant (2025)



Selon OCHA, le Soudan a reçu, en 2025, 108,4 millions de dollars et l'Ukraine 134,9 millions de dollars de fonds humanitaires communs<sup>5</sup>

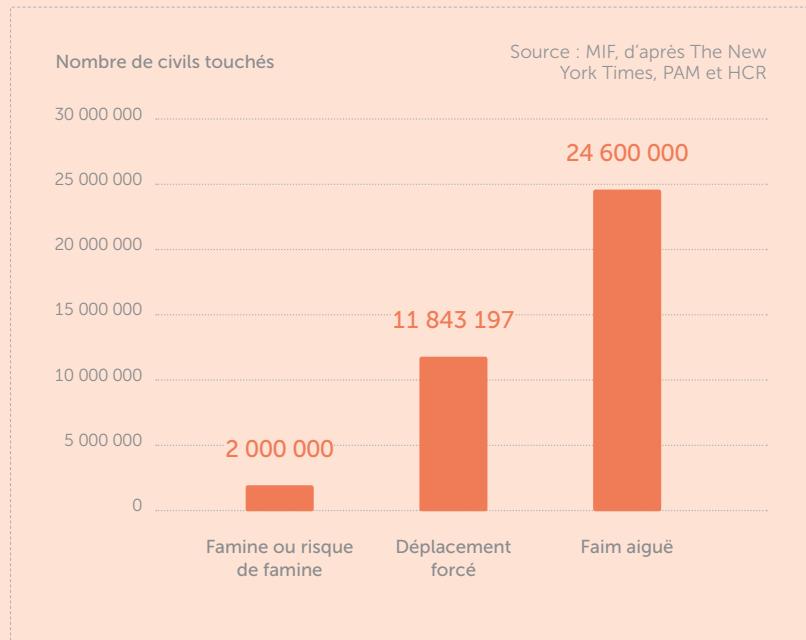
\* Données relatives aux financements au 10/10/2025. Données du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) et des Fonds de financement communs pour les pays (CBPF)

Les conflits africains restent peu couverts par les médias mondiaux et suscitent moins d'attention, ce qui se traduit par une limitation de l'aide et de l'assistance humanitaire apportées aux gouvernements des pays concernés pour les soulager de la pression exercée sur leurs ressources.

Les données financières fournies par OCHA pour 2025 indiquent que le Soudan et l'Ukraine ont reçu une aide humanitaire équivalente du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) et des Fonds de financement communs pour les pays (CBPF) des Nations Unies, soit entre 110 et 135 millions de dollars par an<sup>6</sup>. Ces chiffres recouvrent toutefois une réalité préoccupante<sup>7</sup>.

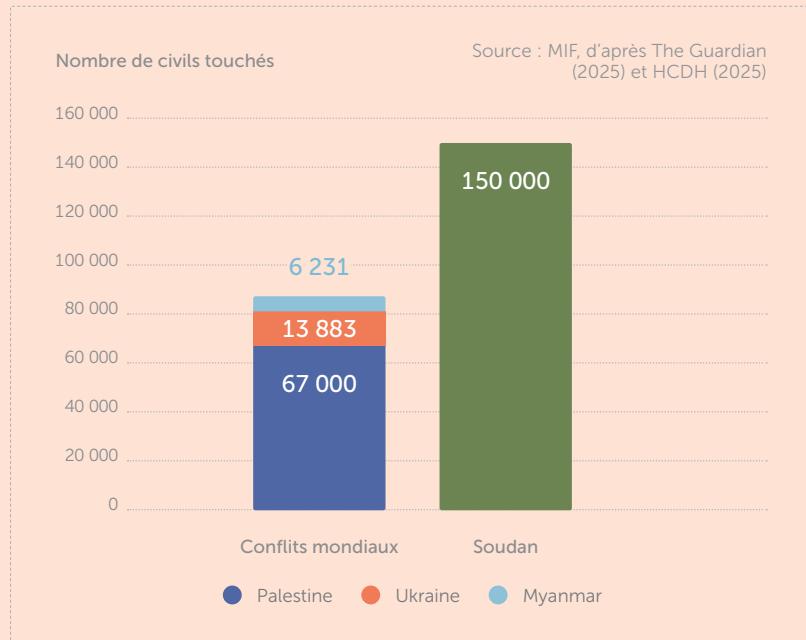
Tout d'abord, les Nations Unies estiment que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire d'urgence au Soudan est plus de deux fois supérieur à celui de l'Ukraine : environ 30 millions de personnes au Soudan<sup>8</sup> contre 12 millions en Ukraine<sup>9</sup>. En outre, alors que les Nations Unies avaient chiffré à 6 milliards de dollars<sup>10</sup> leur besoin de financement 2025 en matière d'aide humanitaire et d'accueil des réfugiés pour le Soudan, seuls 23 %<sup>11</sup> de ce montant avaient été mobilisés au mois d'août en août 2025. Par ailleurs ces chiffres ne prennent pas en compte les différences considérables dues aux ressources reçues par l'Ukraine sous d'autres formes et notamment à titre d'aide militaire : d'un montant approximatif de 360 milliards de dollars<sup>12</sup>, ces autres ressources réduisent à une peau de chagrin les 1,95 milliard de dollars<sup>13</sup> reçus au total par le Soudan en 2024.

## Soudan : estimations de l'impact sur la population (2025)



**Le conflit au Soudan a fait environ 150 000<sup>14</sup> morts parmi la population depuis 2023, contre 13 883<sup>15</sup> en Ukraine et environ 67 000<sup>16</sup> à Gaza**

## Estimation du nombre de victimes civiles dans les conflits actifs (2025)



## Impact de l'insécurité sur les investissements et coût des conflits

Les conflits en Afrique ont un coût énorme, non seulement sur le plan humain, mais également sur le plan économique. Guerres, insurrections et instabilité politique perturbent les échanges, détruisent les infrastructures et conduisent au déplacement de millions de personnes, réduisant la productivité et refermant le piège d'une pauvreté durable, conséquences qui alimentent à leur tour le cercle vicieux du manque de perspectives et des conflits. Selon les estimations, les pays africains perdent collectivement des milliards de dollars chaque année en raison des conflits, et affectent les ressources déjà limitées aux dépenses de sécurité. Cette situation a créé un cercle vicieux dans lequel l'instabilité étouffe la croissance et l'absence de croissance alimente les troubles.

### Estimation du coût des crises sécuritaires dans les pays africains

Pays/Région	Estimation des pertes économiques (PIB)
Burundi	361 dollars par habitant ou 12,8 milliards de dollars au cours des 20 dernières années <sup>18</sup>
République centrafricaine	Perte cumulée d'environ 30 milliards de dollars entre 2013 et 2022 <sup>19</sup>
Érythrée	9,18 milliards de dollars sur 10 ans <sup>20</sup>
Guinée	24,5 milliards de dollars sur 10 ans <sup>21</sup>
Libéria	897 dollars par habitant sur 20 ans, soit environ 31,8 milliards de dollars au total <sup>22</sup>
Nigéria	Recul du PIB d'environ 2,6 % (10,3 milliards de dollars en 2020) <sup>23</sup>
Sierra Leone	450 dollars par habitant ou 16 milliards de dollars au cours des 20 dernières années <sup>24</sup>
Soudan	La contraction du PIB pourrait atteindre 42 %. Des pertes d'environ 49 milliards de dollars <sup>25</sup> ont été enregistrées depuis avril 2023 et environ 40 milliards de dollars supplémentaires ont été pillés <sup>27</sup>

Le secteur privé, moteur essentiel de la croissance économique, est particulièrement touché et démobilisé. Les conflits dissuadent investisseurs africains et étrangers d'engager des capitaux dans des environnements aussi instables. Les entreprises qui opèrent déjà dans des régions touchées par des conflits font face à une hausse des coûts d'exploitation en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement, des dommages causés aux infrastructures et de l'augmentation des coûts liés à la sécurité. Un grand nombre d'entre elles finissent par mettre la clé sous la porte, souvent pour ne jamais revenir.

Les gouvernements sont également sous pression. Au lieu de consacrer les ressources nécessaires à la santé, à l'éducation et aux infrastructures, ils allouent des budgets disproportionnés aux opérations militaires et de sécurité. Cette réaffectation des ressources ne nuit pas seulement à l'efficacité de la gouvernance, elle ébranle la confiance des populations, déstabilisant encore davantage les systèmes politiques.

Enfin, la montée de l'insécurité compromet la capacité du continent à tirer parti de ses vastes ressources domestiques, un sujet au cœur des discussions de l'IGW 2025. Dans les zones de conflit, les terres agricoles ne sont pas cultivées, les mines sont à l'arrêt ou exploitées à des fins inappropriées, oléoducs et gazoducs sont fréquemment sabotés. De telles perturbations empêchent le continent de mobiliser pleinement ses ressources propres au service du financement de son développement, rendant les pays toujours plus dépendants d'une aide extérieure qui tend à disparaître ou d'un endettement de plus en plus coûteux.

Le continent est en outre souvent obligé de supporter des pénalités supplémentaires de la part des marchés financiers mondiaux. Les problèmes de sécurité pèsent sur l'évaluation des agences de notation, augmentent le coût des emprunts et accélèrent la fuite des capitaux. Bien que l'insécurité soit un problème mondial, les pays africains sont souvent pénalisés de manière disproportionnée par le système financier international. Cette réalité aggrave encore le coût des conflits et compromet les efforts de redressement.

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies indique que, de 1996 et 2022, les conflits intenses ont donné lieu à une réduction moyenne de 20 % de la croissance économique annuelle du continent<sup>17</sup>

Sources : Banque africaine de développement (BAD), Banque mondiale, The Cable, CGIAR, The New Arab, Dabanga Sudan

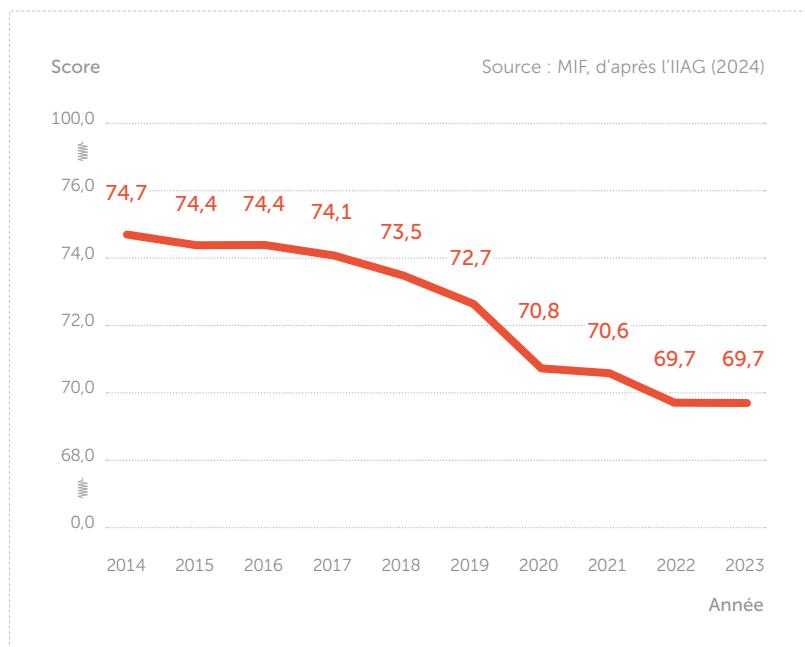
La contraction du PIB du Soudan pourrait atteindre 42 % dans les conditions actuelles de conflit<sup>28</sup>

## PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'IIGA 2024 : L'INSÉCURITÉ CROISSANTE A FREINÉ TOUS LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

L'insécurité exacerbe les principales difficultés auxquelles l'Afrique doit faire face, que ce soit en matière d'accès aux ressources, d'adaptation au changement climatique, de qualité des filets de protection sociale, de sécurité de l'emploi ou d'autres aspects essentiels de son développement. Elle nuit à l'image de l'Afrique dans le monde, ce qui, indépendamment de ses conséquences humanitaires dramatiques évidentes, entraîne divers préjudices économiques, des notations financières fortement dégradées et la réticence des investisseurs privés.

Couvrant la décennie 2014-2023, l'IIGA 2024 dresse un tableau sombre de l'évolution de la sécurité sur le continent. La sous-catégorie Sécurité et sûreté est la plus dégradée des 16 sous-catégories de l'IIGA, la moyenne continentale perdant 5 points sur la décennie 2014-2023.

Afrique : score de la sous-catégorie Sécurité et sûreté (2014-2023)

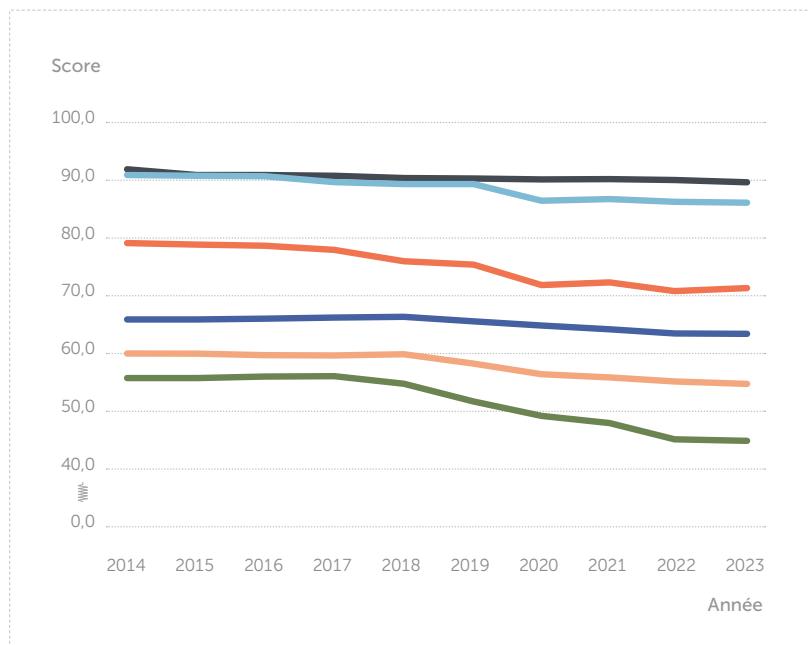


Sécurité et sûreté est la sous-catégorie qui a le plus régressé dans l'IIGA 2024, avec une baisse de 5 points au cours de la décennie 2014-2023

Entre 2014 et 2023, le score obtenu dans la sous-catégorie Sécurité et sûreté a diminué dans 43 pays et n'a progressé que dans 11 pays. Le score moyen de la sous-catégorie Sécurité et sûreté sur le continent est resté relativement stable entre 2014 et 2017, et le recul très marqué de 5 points sur l'ensemble de la décennie est principalement le résultat de l'évolution depuis 2018, année qui correspond au début de la forte dégradation du contexte sécuritaire.

Cette récente détérioration de la sécurité sur le continent remet en cause des décennies d'avancées majeures en matière de gouvernance.

Afrique : scores des indicateurs de la sous-catégorie  
Sécurité et sûreté (2014-2023)



**Tous les indicateurs de la sous-catégorie Sécurité et sûreté sont en baisse depuis 2018**

Indicateurs

- Absence de migration forcée
- Absence de conflit armé
- Absence de violences faites aux populations
- Absence de criminalité
- Absence de traite des personnes et de travail forcé
- Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté

Source : MIF, d'après l'IAG (2024)

La plupart des 11 pays ayant progressé dans la sous-catégorie Sécurité et sûreté (Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Mauritanie, RCA, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie) partaient d'un score initialement bas.

De fait, alors que la moyenne continentale de la sous-catégorie Sécurité et sûreté était de 74,7 au début de la décennie sous revue en 2014, les pays tels que la Libye, le Soudan du Sud et la République centrafricaine étaient à un niveau très bas en 2014, avec des valeurs respectives de 43, 40,8 et 40,6.

## LIEN ENTRE COMPÉTITION POUR LES RESSOURCES ET CONFLITS : SOUDAN, SAHEL, RD CONGO

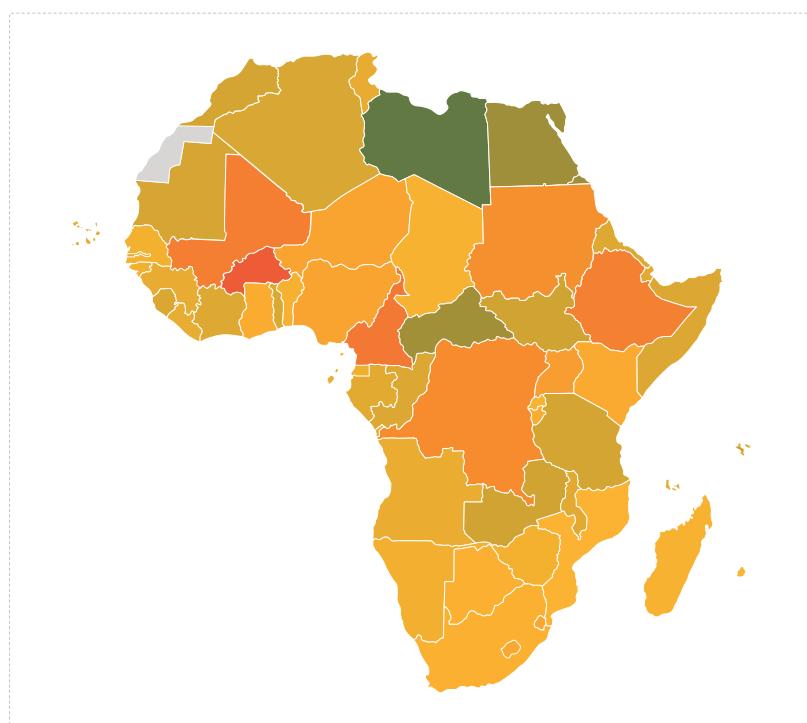
Les conflits en Afrique sont souvent liés à la grande richesse des ressources du continent et à l'intérêt soutenu que ces ressources suscitent chez des acteurs non africains. Cette compétition pour les ressources attise les conflits et constitue une entrave majeure à la capacité du continent de mobiliser ses propres ressources.

La définition des conflits liés aux ressources en Afrique est extrêmement large, allant des conflits pastoraux pour les terres, le bétail et l'accès à l'eau, à la concurrence entre acteurs étrangers rivalisant pour influencer les gouvernements en vue d'obtenir un accès privilégié aux minerais critiques et autres richesses naturelles. Ces conflits impliquent un ensemble d'acteurs étatiques et non étatiques, et aiguisent les aspirations de parties prenantes aussi diverses que des groupes terroristes, des réseaux criminels armés ou de grandes entreprises étrangères. Tous ces acteurs agissent comme des forces déstabilisatrices qui limitent la capacité des pays à contrôler et à tirer parti de leurs ressources domestiques.

Un cercle vicieux particulièrement préoccupant se crée : les ressources sont à l'origine des conflits et les conflits altèrent la capacité des gouvernements à exploiter efficacement leurs ressources, soit parce que celles-ci financent indirectement le conflit, soit parce que les ressources budgétaires existantes sont réaffectées à la sécurité, soit parce que les conflits dissuadent les acteurs économiques d'investir dans ces régions.

Les trois brèves études de cas qui suivent sont des exemples de conflits exacerbés, alimentés ou déclenchés par une forte compétition pour des ressources, conjuguée à une mauvaise gouvernance. Comme le montre la carte, la détérioration du score Sécurité et sûreté des trois régions considérées a atteint, au cours de la décennie couverte par la dernière édition de l'IIG (2014-2023), un niveau des plus élevés.

Afrique : Sécurité et sûreté, évolution sur 10 ans (2014-2023)



**Recul des scores  
Sécurité et sûreté :**  
Burkina Faso (-37,6),  
Mali (-25,2), RDC (-19,5),  
Soudan (-18,5), Niger  
(-11,3) et Tchad (-4,9)

Évolution sur 10 ans



Source : MIF, d'après l'IIG (2024)

## Soudan

Le conflit qui frappe durement le Soudan depuis avril 2023 a entraîné l'une des plus grandes catastrophes humanitaires de l'histoire récente, le nombre estimé de morts s'élevant à plus de 150 000 et plus de 12 millions de personnes ayant été déplacées<sup>29</sup>. Ce qui avait commencé comme une lutte pour le pouvoir et une rupture du consensus entre factions militaires rivales a dégénéré en une situation où se mêlent effondrement de l'État, famine, violences sexuelles ainsi que résurgence d'une dynamique historique de conflit ethnique à l'échelle du pays, dont l'enjeu est le contrôle des personnes, des terres et des ressources. Les débordements ont fortement déstabilisé l'ensemble de la région, notamment du fait de la pression exercée sur des ressources déjà limitées par la fuite de centaines de milliers de réfugiés vers le Soudan du Sud, le Tchad, la République centrafricaine, l'Égypte et la Libye.

Le déclenchement du conflit dans la capitale Khartoum a été un autre facteur déterminant, car il a provoqué la fuite des élites éduquées et aisées du monde des affaires, laissant le pays s'installer dans une économie de guerre qui profite de ses richesses pétrolières et aurifères.

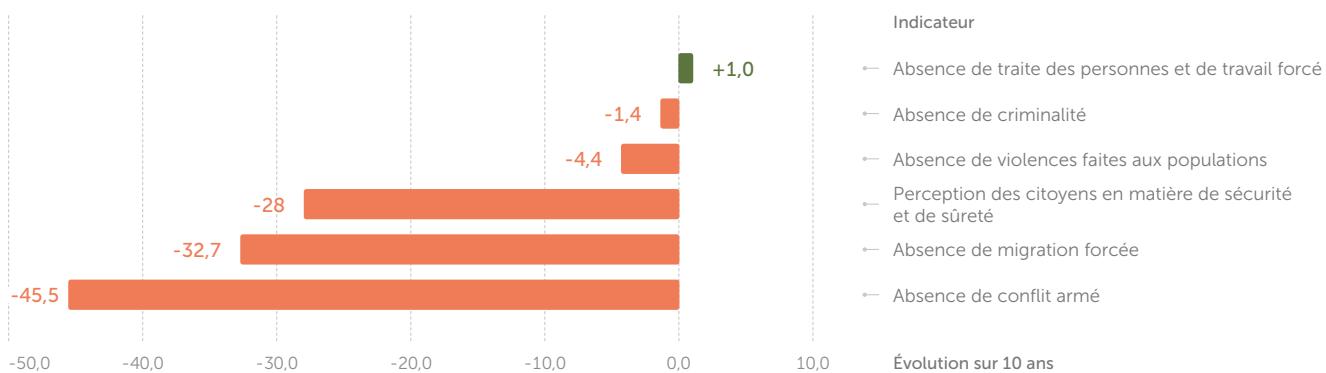
Ces dynamiques ont été renforcées par l'implication de divers acteurs étrangers, notamment l'Égypte, les Émirats arabes unis et la Russie. Tous ces pays ont intérêt à étendre leur influence dans la région et à obtenir un accès à l'or et au pétrole du Soudan. Ces deux ressources contribuent très largement au financement du conflit en fournissant des capitaux à toutes les parties. Alors que les forces armées soudanaises (SAF) comme les forces de soutien rapide (RSF) ont accès aux revenus de l'économie aurifère, la compétition pour le contrôle des mines d'or et des champs pétroliers a alimenté la violence contre les communautés locales et est à l'origine des déplacements de population et des atrocités<sup>30</sup>.

- Les conséquences du conflit sur la capacité du Soudan à se gouverner ont été très lourdes. Tous ses indicateurs de la sous-catégorie Sécurité et sûreté se sont dégradés depuis le début du conflit, trois d'entre eux ayant perdu plus de 25 points.
- Selon ACLED, les populations ont été victimes de plus de 7 000 incidents de violence entre 2014 et juillet 2025, la plupart d'entre eux au cours des deux dernières années<sup>31</sup>.

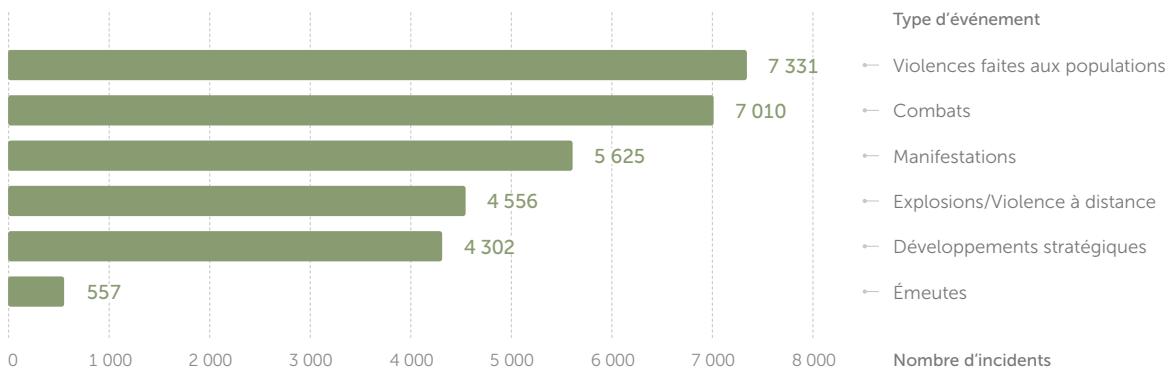
Le Soudan a produit près de 70 tonnes d'or en 2024, ce qui place le pays au 16<sup>e</sup> rang mondial<sup>32</sup>

Depuis novembre 2020, le prix du kilo d'or a plus que doublé<sup>33</sup>

Soudan : indicateurs de la sous-catégorie Sécurité et sûreté, évolution sur 10 ans (2014-2023)



Soudan : incidents violents par type d'événement (2014-juillet 2025)



## Explosion des flux financiers illicites dans les pays touchés par des conflits : l'or du Soudan

Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les flux financiers illicites (FFI) coûtent encore à l'Afrique près de 90 milliards de dollars par an<sup>34</sup>. Cela signifie que le continent, en dépit de toutes les difficultés financières auxquelles il est confronté, est un créancier net du reste du monde. Avec l'éclatement de nouveaux conflits, en particulier au Soudan, la lutte contre les FFI et leur suivi n'a jamais été aussi urgente.

Le développement des FFI observé en Afrique n'épargne pas le Soudan, et Global Financial Integrity (GFI) a estimé que le gouvernement soudanais avait perdu environ 5,7 milliards de dollars<sup>35</sup> du fait des irrégularités de facturation entre 2012 et 2018. Ce montant équivaut à la différence entre la valeur des exportations déclarées par le Soudan et la valeur des importations déclarées par les partenaires commerciaux, principalement dans les secteurs de l'or et du pétrole<sup>36</sup>.

Pratique extrêmement répandue pendant les trois décennies de pouvoir d'Omar el-Béchir (1989-2019), les IFF n'ont pas disparu depuis le début de la guerre civile en 2023. L'hypothèse a été avancée que le coup d'État de 2021 orchestré par les SAF et les RSF était essentiellement motivé par les politiques de réforme engagées par le gouvernement civil pour pallier les vides juridiques qui rendaient possibles, dans des proportions démesurées, le détournement des ressources de l'État, notamment par le biais des IFF<sup>37</sup>.

Entre 2011 et 2022, l'écart de valeur correspondant aux exportations d'or du Soudan s'est élevé à 28 milliards de dollars

Les exportations d'or du Soudan ont entraîné pour le pays une perte de 28 milliards de dollars entre 2011 et 2022<sup>38</sup>

### Production, exportations et écart de valeur de l'or (2011-2022)

Année	Production totale (tonnes)	Exportations totales (Banque centrale du Soudan) (tonnes)	Écart de quantité	Valeur de la production (estimée) (millions de dollars)	Valeur des exportations (BCS) (millions de dollars)	Écart de valeur (millions de dollars)
2011	38,0	28,2	9,8	1 942,7	1 441,7	501,0
2012	40,0	32,5	7,5	2 656,0	2 158,0	498,0
2013	70,0	24,8	45,2	2 959,2	1 048,4	1 910,8
2014	73,3	30,4	42,9	3 065,3	1 271,3	1 794,0
2015	82,3	19,4	62,9	3 077,8	725,5	2 352,3
2016	93,4	26,4	67,0	3 692,8	1 043,8	2 649,0
2017	107,3	37,5	69,8	4 459,4	1 558,5	2 900,9
2018	93,6	20,2	73,4	3 856,1	832,2	3 023,9
2019	100,0	21,7	78,3	5 634,8	1 223,0	4 412,0
2020	93,0	25,2	67,8	5 459,9	1 480,0	3 979,9
2021	84,0	51,2	32,8	4 672,8	2 848,2	1 824,6
2022	87,0	34,5	52,5	5 098,7	2 021,9	3 076,8
Total	961,9	352,0	609,9	46 575,6	17 652,3	28 923,3

Source : MIF, d'après Sudan Transparency (2024)

Les écarts de valeur résultant des irrégularités de facturation sont passés de façon alarmante d'environ 500 millions de dollars en 2011 à 3 milliards de dollars en 2022, un pic de 4 milliards de dollars ayant été observé en 2019, année de l'éviction de l'ancien président Omar el-Béchir.

**Principal défi à relever pour réduire les FFI au Soudan :  
contrôler l'économie aurifère**

1. Les forces armées soudanaises (SAF) et les forces de soutien rapide (RSF) ont des intérêts commerciaux importants liés au secteur aurifère.
2. Les difficultés rencontrées pour déceler et signaler des FFI sont exacerbées par la poursuite du conflit.
3. Les RSF contrôlent la production d'or du Darfour, tandis que les SAF contrôlent les mines des États du Nord.
4. L'écart entre le volume officiel des exportations et les importations déclarées par les partenaires commerciaux fait apparaître l'existence d'un système national de contrebande ainsi que de pratiques d'évasion fiscale et de sous-déclaration délibérée.
5. L'or est l'une des principales matières premières et occupe la première place des exportations<sup>39</sup> du Soudan, mais est actuellement contrôlé par des groupes armés.
6. Malgré la suspension quasi totale des exportations officielles d'or depuis le début de la guerre en 2023, on estime que 57 % de la production d'or du Soudan a fait l'objet de contrebande en 2023<sup>40</sup>.

Il ne fait aucun doute que les difficultés auxquelles le Soudan est confronté pour lutter contre les IFF ont été accentuées par la guerre. Le secteur de l'or a toujours été à l'origine de conflits, les régions productrices ayant tendance à être plus conflictuelles que les régions non productrices.

**Or : prix du kilo (2020-2025)**



Le déficit de 3 milliards de dollars lié à l'activité aurifère du Soudan en 2022 est du même ordre de grandeur que les 4,2 milliards de dollars nécessaires pour faire face à la crise humanitaire qui touche le pays<sup>41</sup>

Une des principales matières premières du Soudan, l'or est actuellement contrôlé par les groupes armés

Le Soudan a produit près de 73,8 tonnes<sup>42</sup> d'or en 2024 et le pays occupe la cinquième place des pays d'Afrique producteurs de ce mineraï<sup>43</sup>

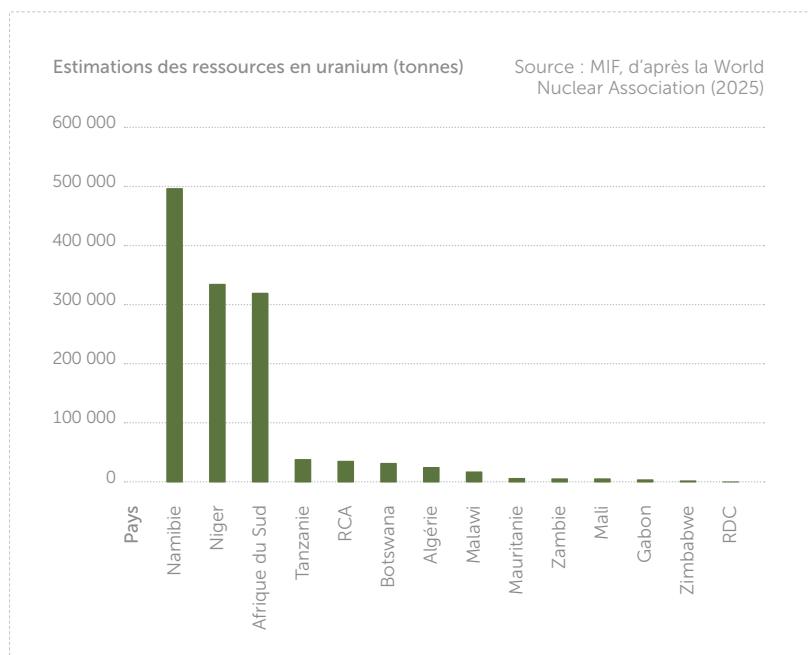
## Sahel

Le conflit au Sahel est complexe. Résumer les conflits à une dynamique d'opposition entre djihadisme étatique et djihadisme non étatique occulte à l'excès l'influence des revendications locales, nombreuses et nébuleuses, qui ont conduit de différentes manières à des confrontations armées. Les revendications relatives au contrôle des terres et des ressources, alimentées par le mécontentement envers le gouvernement et les différends ethniques ou tribaux, s'avèrent souvent des motivations plus fortes que l'idéologie extrémiste.

Les ressources jouent un rôle déterminant dans tous les conflits sahéliens. Figurant parmi les régions du monde les plus exposées aux effets des changements climatiques, et théâtre d'une désertification et d'une sécheresse croissantes ainsi que d'une attrition des pâturages, le Sahel n'en demeure pas moins extrêmement riche en ressources minières. Le Mali, le Burkina Faso et surtout le Niger ont des réserves d'uranium considérables, le Niger disposant de réserves parmi les plus importantes au monde<sup>44</sup>. Si le pétrole reste un secteur dominant au Tchad, le pays possède également des réserves inexploitées de bauxite et d'uranium<sup>45</sup>. On trouve au Mali de l'or ainsi que des réserves inexploitées de bauxite, d'uranium et de lithium<sup>46</sup>. Le Burkina Faso abrite quant à lui des réserves de diamants, de bauxite, de nickel et de vanadium qui n'ont pas encore été pleinement exploitées<sup>47</sup>. La concurrence entre groupes armés, tant extrémistes que criminels, communautés locales et acteurs étrangers pour le contrôle de ces ressources<sup>48</sup> continue d'exacerber de nombreux conflits, en particulier lorsque les communautés locales font pression sur leur gouvernement pour pouvoir préserver leur accès aux bénéfices dans un contexte d'aggravation de la pénurie<sup>49</sup>.

L'accès à ces ressources et leur contrôle offrent aux groupes terroristes et aux bandes criminelles armées la possibilité d'acheter des armes et de recruter des combattants, ce qui entretient un cercle vicieux. Les communautés locales ne tirent que peu d'avantages des ressources de leur pays et cette situation peut ajouter aux frustrations que les groupes armés sont en mesure d'exploiter dans la région. Un autre niveau de complexité vient du fait que des acteurs étrangers bénéficient souvent davantage des ressources du Sahel que les populations locales. C'est le cas des sociétés canadiennes, australiennes et sud-africaines qui exploitent des mines d'or au Mali, des entreprises françaises qui exploitent des gisements d'uranium au Niger ainsi que des groupes paramilitaires russes qui ont pris le contrôle des mines d'or du Burkina Faso, l'influence croissante de la Russie s'observant par ailleurs dans le secteur de l'uranium au Niger.

### Estimations des réserves d'uranium de plusieurs pays africains (2025)



Les réserves d'uranium identifiées au Niger sont estimées à 300 000 tonnes, ce qui place le pays au septième rang mondial<sup>50</sup>, tandis que le Mali<sup>51</sup> et la République centrafricaine<sup>52</sup> ont découvert des réserves plus petites, encore inexploitées

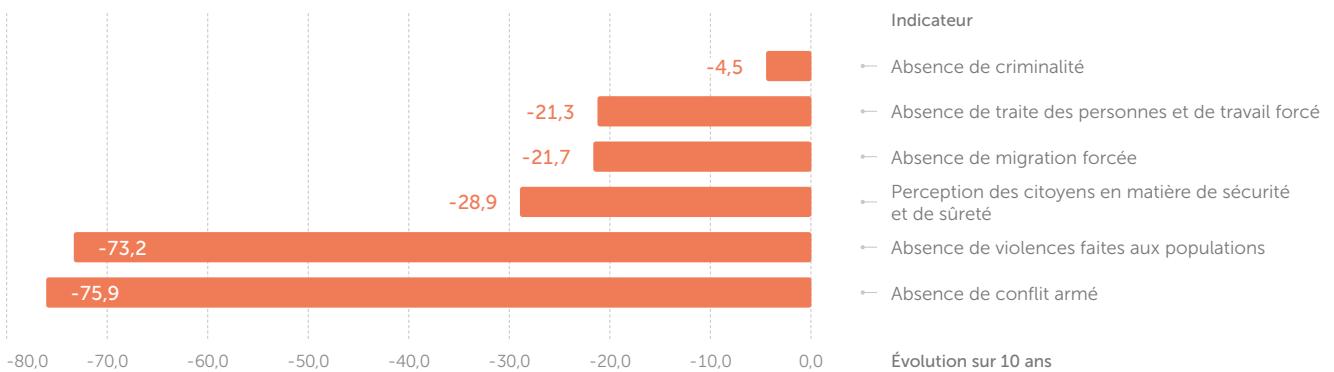
De l'uranium a été découvert dans plusieurs pays du Sahel : Niger, Mali, Mauritanie et Tchad. Les réserves du Niger placent le pays au deuxième rang des pays africains, derrière la Namibie

## Le Burkina Faso est le pays dont le score de la sous-catégorie Sécurité et sûreté a le plus baissé au cours de la décennie 2014-2023

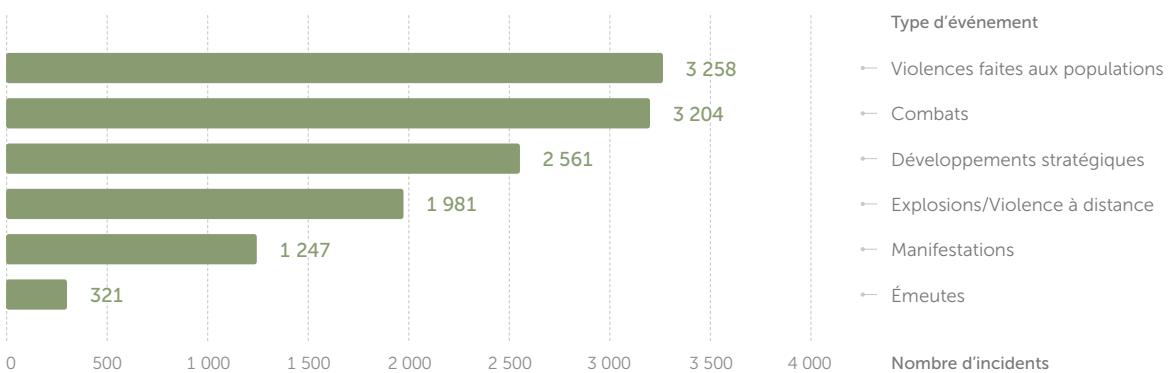
Le Burkina Faso a connu plusieurs coups d'État ces dernières années qui l'ont amené à transformer son approche de sa sécurité. Le pays a mis fin à d'anciens partenariats et en a négocié de nouveaux sous la direction d'Ibrahim Traoré. Les résultats de l'IIG 2024 mettent en évidence l'ampleur des problèmes de sécurité auxquels le pays est confronté.

- Tous les indicateurs de la sous-catégorie Sécurité et sûreté se sont dégradés, cinq sur six ayant reculé de plus de 20 points entre 2014 et 2023.
- Le Burkina Faso est le pays dont la situation s'est le plus détériorée pour l'indicateur *Absence de conflit armé* entre 2014 et 2023, la baisse atteignant 75,9 points (dont 50,9 points sur la seule période 2019-2023).

### Burkina Faso : indicateurs de la sous-catégorie Sécurité et sûreté, évolution sur 10 ans (2014-2023)



### Burkina Faso : incidents violents par type d'événement (2014-juillet 2025)



Source : MIF, d'après l'IIG (2024) et ACLED (2014-2025)

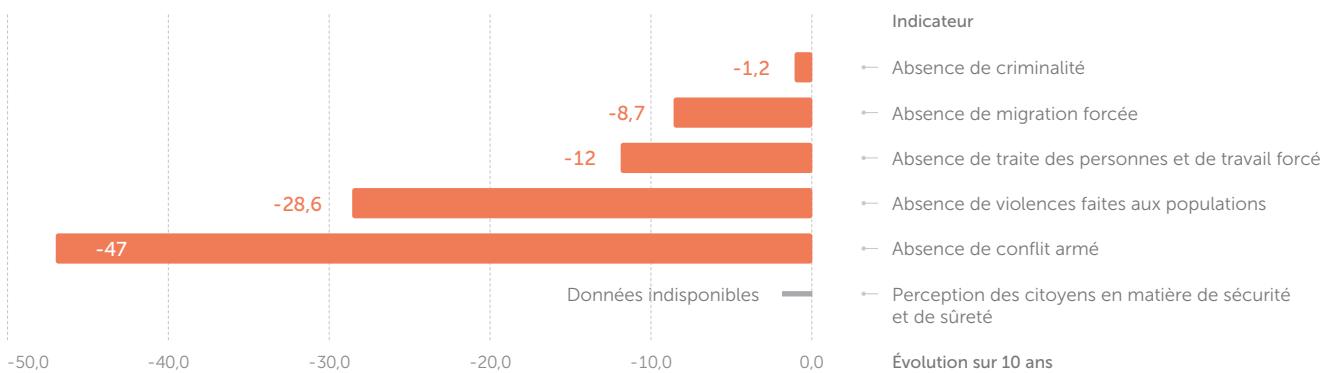
## RDC

La RDC est le pays qui illustre le mieux la façon dont l'intensification de la compétition pour les ressources alimente les conflits en Afrique. Abritant près de 75 % de la production mondiale de cobalt<sup>53</sup> et fort d'une économie diamantaire, solide, le pays possède également des richesses minières indispensables pour un grand nombre d'industries mondiales dominantes, notamment celle des véhicules électriques (VE). Cette situation a créé une forte concurrence pour s'approprier l'accès à ces ressources, de l'État lui-même aux acteurs internationaux tels que la Chine, les États-Unis et les pays du Golfe, en passant par un ensemble complexe de groupes armés qui se disputent également le contrôle des territoires riches en ressources<sup>54</sup>.

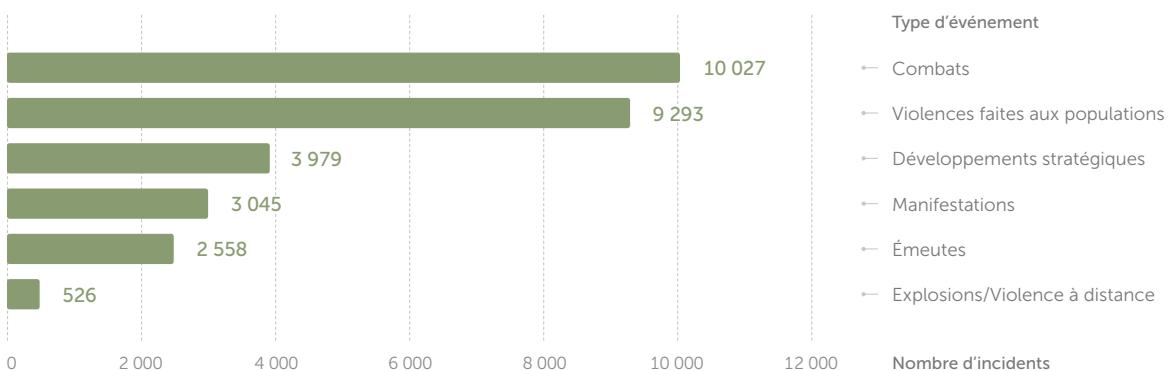
- Entre 2014 et 2023, tous les indicateurs de la sous-catégorie Sécurité et sûreté de la RDC ont chuté, la baisse la plus marquée concernant l'indicateur *Absence de conflit armé* (-47 points sur la décennie), conséquence de l'augmentation de l'activité de divers groupes armés au cours de la période.
- Avec 9 293 cas distincts signalés, les données ACLED montrent que les violences faites aux populations constituent le type d'incident de sécurité le plus fréquemment observé entre 2014 et 2025. Sur à peu près la même période, l'IIGA a fait apparaître une baisse de 28,6 points de l'indicateur *Absence de violences faites aux populations*, mettant en évidence la détérioration des conditions de sécurité des populations, prises en étau entre les différentes factions qui s'affrontent pour s'assurer l'accès aux ressources du pays.

Selon un audit réalisé d'État en 2025, les revenus non déclarés des sociétés minières opérant en RDC se sont élevés à 16,8 milliards de dollars entre 2018 et 2023<sup>55</sup>

RDC : indicateurs de la sous-catégorie Sécurité et sûreté, évolution sur 10 ans (2014-2023)



RDC : incidents violents par type d'événement (2014-juillet 2025)



### **Les pays du Golfe continuent d'accroître leurs investissements en Afrique et dans les ressources minières du continent**

L'intérêt grandissant pour les minerais critiques africains a entraîné la hausse des investissements des pays du Golfe, qui offrent plus facilement que le FMI des financements plus rapidement disponibles aux pays africains. Les pays bénéficiaires peuvent ainsi diversifier leurs sources de financement et réduire leur dépendance vis-à-vis des euro-obligations et des autres créanciers traditionnels. À titre d'exemple, pour la seule année 2025, les Émirats arabes unis ont accordé un prêt de 1,5 milliard de dollars<sup>56</sup> au Kenya ainsi qu'un autre, de 3 milliards de dollars, pour soutenir le budget de l'Éthiopie<sup>57</sup>.

Les investissements des pays du Golfe dans les gisements africains de minerais critiques ont fortement augmenté ces dernières années, certaines transactions ayant été finalisées pour des montants de plusieurs milliards de dollars. L'une des transactions les plus importantes a concerné, fin 2023, l'acquisition par International Resources Holding (IRH), société d'Abu Dhabi, d'une participation de 51 % dans la société zambienne Mopani Copper Mines pour un montant de 1,1 milliard de dollars<sup>58</sup>. IRH a confirmé son ambition d'expansion en juin 2025, avec l'acquisition d'une participation de 56 % dans la mine d'étain de Bisie, en RDC, pour environ 367 millions de dollars, s'assurant ainsi l'accès à l'un des gisements d'étain les plus purs de la planète<sup>59</sup>. En RDC également, les Émirats arabes unis ont conclu en 2023 un accord de 1,9 milliard de dollars avec l'entreprise minière publique Sakima pour exploiter en partenariat quatre sites de minerais critiques<sup>60</sup>. On estime par ailleurs que, depuis début 2025, les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont engagé 2,2 milliards de dollars dans des projets miniers en Afrique<sup>61</sup>.

Indépendamment des accords spécifiques, les pays du Golfe prennent également des engagements financiers à long terme. L'Arabie saoudite, par l'intermédiaire de sa coentreprise Manara Minerals, a annoncé son intention d'investir 15 milliards de dollars au cours des prochaines années dans des projets d'exploitation de minerais critiques en Afrique<sup>62</sup>.

## **CONCLUSION**

Les conflits resurgissent partout dans le monde et l'Afrique ne fait pas exception. Ces conflits ne s'expliquent pas par des causes uniques et il est clair que la conjugaison du déclin de l'ordre mondial, de l'essor de nouvelles puissances moyennes, des conséquences durables d'une mauvaise gouvernance et de la conviction ancrée sur le continent que « la force paie » contribue à déstabiliser de nombreuses régions. Pour le continent africain, cette insécurité, attisée par l'intensification de la compétition pour les ressources, compromet toute nouvelle avancée en matière de développement et met en péril la capacité du continent à mobiliser ses ressources propres pour financer son développement de manière durable et équitable.

## Références

- <sup>1</sup> Fondation Mo Ibrahim (2025). *From Nairobi to Addis Ababa: Taking stock of the 2023 Nairobi Declaration ahead of the second Africa Climate Summit*. Disponible à l'adresse suivante : <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2025-09/from-nairobi-to-addis-ababa.pdf>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>2</sup> Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2025). Country Classification. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp\\_current/2014wesp\\_country\\_classification.pdf](https://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2014wesp_country_classification.pdf). Page consultée le 07/10/2025.
- <sup>3</sup> ONU Infos (2025). Soudan. « Que faut-il savoir sur la crise actuelle ? ». Disponible à l'adresse suivante : <https://news.un.org/fr/story/2025/02/1153146>. Page consultée le 08/10/2025.
- <sup>4</sup> UN Refugees (2025). Ukraine Emergency. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unrefugees.org/emergencies/ukraine/>. Page consultée le 08/10/2025.
- <sup>5</sup> OCHA (2025)a. Pooled Funds Overview Summary 2025. Financial Tracking Service. Disponible à l'adresse suivante : <https://fts.unocha.org/pooled-funds/overview/summary/2025>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>6</sup> OCHA (2025)a.
- <sup>7</sup> OCHA (2025)a.
- <sup>8</sup> OCHA (2025). Soudan. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unocha.org/sudan>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>9</sup> OCHA (2025). Ukraine. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unocha.org/ukraine>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>10</sup> ONU (2025). UN urges global action to protect and support civilians devastated by Sudan's war. Mission des Nations Unies au Soudan. Disponible à l'adresse suivante : <https://sudan.un.org/en/289502-un-urges-global-action-protect-and-support-civilians-devastated-sudan%E2%80%99s-war>? Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>11</sup> Sudan Independent (1<sup>er</sup> août 2025). Only 23% funded UN appeals. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.sudaindependent.net/news/politics/2025/08/01/Only-23-funded-UN-appeals-fo>? Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>12</sup> Al Jazeera (21 août 2025). Tracking US and NATO support for Ukraine: a full breakdown. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.aljazeera.com/news/2025/8/21/tracking-us-and-nato-support-for-ukraine-a-full-breakdown>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>13</sup> OCHA (2024). Country summary 2024 – FTS (Financial Tracking Service). Disponible à l'adresse suivante : <https://fts.unocha.org/countries/212/summary/2024>? Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>14</sup> Norwegian Refugee Council (2025). The humanitarian crisis in Sudan explained. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.nrc.no/feature/2025/the-humanitarian-crisis-in-sudan-explained>. Page consultée le 09/10/2025.
- <sup>15</sup> HCDH (2025). Number of civilians killed and injured in Ukraine reaches three-year monthly high in July 2025, UN Human Rights monitor say. Disponible à l'adresse suivante : <https://ukraine.ohchr.org/en/Number-of-civilians-killed-and-injured-in-Ukraine-reaches-three-year-monthly-high-in-July-2025-UN-human-rights-monitors-say>. Page consultée le 09/10/2025.
- <sup>16</sup> Anadolu Agency (2025). Gaza death toll tops 65,000 as Israel continues genocidal war on Palestinians. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/gaza-death-toll-tops-65-000-as-israel-continues-genocidal-war-on-palestinians/3690609>. Page consultée le 09/10/2025.
- <sup>17</sup> Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (2024). Publication 9391d823-f4fe-4236-beba-2ee0bcc13399. Dépôt institutionnel des connaissances de la CEA. Disponible à l'adresse suivante : <https://repository.unecea.org/entities/publication/9391d823-f4fe-4236-beba-2ee0bcc13399>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>18</sup> Banque africaine de développement (2013). Combien coûte la fragilité à l'Afrique ? Blogs AfDB. Disponible à l'adresse suivante : <https://blogs.afdb.org/fr/blogs/afdb-championing-inclusive-growth-across-africa/post/how-costly-is-fragility-in-africa-12725>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>19</sup> Banque africaine de développement (2013).
- <sup>20</sup> Banque africaine de développement (2013).
- <sup>21</sup> Banque africaine de développement (2013).
- <sup>22</sup> Banque africaine de développement (2013).
- <sup>23</sup> The Cable (2025). Economic cost of killing sucks Nigeria's GDP. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.thecable.ng/economic-cost-of-killing-sucks-nigerias-gdp>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>24</sup> Banque africaine de développement (2013). Combien coûte la fragilité à l'Afrique ? Blogs AfDB. Disponible à l'adresse suivante : <https://blogs.afdb.org/fr/blogs/afdb-championing-inclusive-growth-across-africa/post/how-costly-is-fragility-in-africa-12725>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>25</sup> CGIAR (2025). Sudan's prolonged conflict could slash GDP by over 40% and push millions deeper into poverty, new IFPRI study warns. CGIAR News & Events. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cgiar.org/news-events/news/sudans-prolonged-conflict-could-slash-gdp-by-over-40-and-push-millions-deeper-into-poverty-new-ifpri-study-warns>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>26</sup> The New Arab (2023). Sudan hit by \$49bn in economic losses since war began. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.newarab.com/news/sudan-hit-49bn-economic-losses-war-began>. Page consultée le 07/10/2025.
- <sup>27</sup> Dabanga Sudan (2023). \$49 billion of economic loss and looted property in Sudan. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/49-billion-of-economic-loss-and-looted-property-in-sudan>. Page consultée le 07/10/2025.
- <sup>28</sup> CGIAR (2025).
- <sup>29</sup> International Rescue Committee (2025). Crisis in Sudan: What is happening and how to help. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.rescue.org/uk/article/crisis-sudan-what-happening-and-how-help>. Page consultée le 09/10/2025.
- <sup>30</sup> Chatham House (2025). Gold and the war in Sudan. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.chathamhouse.org/2025/03/gold-and-war-sudan/03-gold-production-and-trade-during-war>. Page consultée le 09/10/2025.
- <sup>31</sup> ACLED (2025). Aggregated data. Disponible à l'adresse suivante : <https://acleddata.com/conflict-data/download-data-files/aggregated-data>. Page consultée le 09/10/2025.
- <sup>32</sup> World Gold Council (2025). Global mine production. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.gold.org/goldhub/data/gold-production-by-country>. Page consultée le 08/10/2025.
- <sup>33</sup> BullionVault (2025). Gold Price Chart. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bullionvault.co.uk/gold-price-chart.do>. Page consultée le 07/10/2025.
- <sup>34</sup> CNUCED (2020). *Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique*, p. 29. Disponible à l'adresse suivante : [https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafica2020\\_fr.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafica2020_fr.pdf). Page consultée le 09/10/2025.
- <sup>35</sup> Global Financial Integrity (2020). Sudan and Trade Integrity. Disponible à l'adresse suivante : <https://gfintegrity.org/report/sudan-and-trade-integrity/>. Page consultée le 09/10/2025.
- <sup>36</sup> Global Financial Integrity (2020).
- <sup>37</sup> Sudan Transparency and Policy Tracker (2024). *On the Road to War: The Role of Illicit Financial Flows (IFFs) in Sudan*. Disponible à l'adresse suivante : <https://shorturl.at/Sd2v8>. Page consultée le 29/09/2025.
- <sup>38</sup> Sudan Transparency and Policy Tracker (2024) p. 1.

<sup>39</sup> Trading Economics (2025). Sudan Exports. Disponible à l'adresse suivante : <https://tradingeconomics.com/sudan/exports>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>40</sup> Sudan Transparency and Policy Tracker (2024) p. 5.

<sup>41</sup> OCHA (2024). *Sudan Humanitarian Needs and Response Plan 2025 – Executive Summary*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unocha.org/publications/report/sudan/sudan-humanitarian-needs-and-response-plan-2025-executive-summary-december-2024-enar>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>42</sup> World Gold Council (2025)

<sup>43</sup> The Independent (2024). Africa's 10 largest gold producers. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.independent.co.uk/africas-10-largest-gold-producers/>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>44</sup> Visual Capitalist (2024). Charted: Global Uranium Reserves, by Country. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.visualcapitalist.comcharted-global-uranium-reserves-by-country/>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>45</sup> I-MINE (2025). Chad country profile. Disponible à l'adresse suivante : <https://resources.i-mine.co.uk/countries/chad/>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>46</sup> Britannica (2025). Mali: Resources and Power. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.britannica.com/place/Mali/Resources-and-power>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>47</sup> Extractive Industries Transparency Initiative (2025). Burkina Faso. Disponible à l'adresse suivante : <https://eiti.org/countries/burkina-faso>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>48</sup> Istituto per gli studi di politica internazionale (2019). Sahel: Instability, Violent Extremism and Foreign Actors. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ispionline.it/en/publication/sahel-instability-violent-extremism-and-foreign-actors-23853>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>49</sup> Tony Blair Institute for Global Change (2024). *From Crisis to Conflict: Climate Change and Violent Extremism in the Sahel*. Disponible à l'adresse suivante : <https://institute.global/insights/geopolitics-and-security/from-crisis-to-conflict-climate-change-and-violent-extremism-in-the-sahel>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>50</sup> Yahoo Finance (2024). <https://finance.yahoo.com/news/15-countries-largest-uranium-reserves-024510150.html>. Page consultée le 08/10/2025.

<sup>51</sup> World Nuclear Association (2025). Uranium in Africa. Disponible à l'adresse suivante : <https://world-nuclear.org/information-library/country-profiles/others/uranium-in-africa>. Page consultée le 08/10/2025.

<sup>52</sup> World Nuclear Association (2025).

<sup>53</sup> Cobalt Institute (2025). Responsible Sustainable Cobalt. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cobaltnstitute.org/responsible-sustainable-cobalt/responsible-sourcing/>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>54</sup> SCMP (2025). China faces off against US for domination of the DR Congo's critical minerals industry. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3319571/china-faces-against-us-domination-dr-congos-critical-minerals-industry>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>55</sup> MSN (2025). Audit reveals 17bn revenue underreporting in Congo's mining firms. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.msn.com/en-gb/money/other/audit-reveals-17bn-revenue-underreporting-in-congo-s-mining-firms/ar-AA1O9cTN?ocid=entnewsntp&pc=U531&cvid=68e7bec90af74626a4d1c729328ed4ba&ei=24>. Page consultée le 09/10/2025.

<sup>56</sup> Bloomberg (21 février 2025). Kenya said to receive UAE loan of 1.5 billion next week. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-02-21/kenya-said-to-receive-uae-loan-of-1-5-billion-next-week>. Page consultée le 29/09/2025.

<sup>57</sup> Africa News (16 juin 2018). UAE to give Ethiopia \$3 billion to ease foreign currency shortage. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.africanews.com/2018/06/16/uae-to-give-ethiopia-3-billion-to-ease-foreign-currency-shortage/>. Page consultée le 29/09/2025.

<sup>58</sup> Forbes Middle East (2024). International Holding Company's IRH completes acquisition of Mopani copper mines. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.forbesmiddleeast.com/industry/business/international-holding-companys-irh-completes-acquisition-of-mopani-copper-mines>. Page consultée le 29/09/2025.

<sup>59</sup> International Tin Association (2025). IRH buys majority stake in Alphamin. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.internationaltin.org/irh-buys-majority-stake-in-alphamin/>. Page consultée le 29/09/2025.

<sup>60</sup> Al Jazeera (18 juillet 2023). UAE signs deal to develop mines in eastern DR Congo. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/18/uae-signs-deal-to-develop-mines-in-eastern-dr-congo>. Page consultée le 29/09/2025.

<sup>61</sup> The Africa Report (2025). Why Gulf states are targeting African mines. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.theafricareport.com/388073/why-gulf-states-are-targeting-african-mines/>. Page consultée le 29/09/2025.

<sup>62</sup> CSIS (2023). Saudi Arabia has strategic advantage sourcing critical minerals in Africa. Center for Strategic & International Studies. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.csis.org/analysis/saudi-arabia-has-strategic-advantage-sourcing-critical-minerals-africa>. Page consultée le 29/09/2025.









**mo.ibrahim.foundation**

FB→ /MolbrahimFoundation

X → @Mo\_IbrahimFdn

IG→ moibrahimfoundation